

Elissar KARAM¹



DEFIS ET PERSPECTIVES DE LA RECONSTRUCTION DE GAZA QUEL ROLE POUR LE FINANCEMENT ET LA POLITIQUE ?

Résumé : La reconstruction de Gaza, après l'effondrement du cessez-le-feu et les bombardements intenses, présente des défis colossaux. La guerre a causé des destructions massives et coûté la vie à environ 46 000 personnes, majoritairement des civils dont beaucoup d'enfants et les infrastructures vitales ont été détruites, causant des déplacements forcés et rendant Gaza pratiquement inhabitable. Trois scénarios de reconstruction sont envisagés : une intervention internationale massive, une reconstruction progressive, ou un retard, dû à l'insuffisance des financements. La situation humanitaire est critique, et la reconstruction est également entravée par la dépendance économique de Gaza à Israël, qui contrôle le commerce extérieur, la monnaie, les ressources naturelles et les déplacements. La guerre a également des répercussions environnementales graves, les bombardements ayant généré des millions de tonnes de débris toxiques, contaminé les sols et les eaux, et détruit les terres agricoles. Les intérêts politiques et économiques ne doivent pas détourner les fonds destinés à la reconstruction de Gaza. La souffrance des habitants ne cessera pas avec le cessez-le-feu, mais se prolongera encore des années.

Mots-clés : Gaza, Palestine, Cisjordanie, Israël, Reconstruction, ONU, UNICEF, Guerre, Bombardements, Infrastructures, Alimentation, Eau, Santé, Dépendance économique, Colonisation, Environnement, Aide humanitaire, Crise humanitaire, Pénuries, Pertes, Scénarios.

CHALLENGES AND PERSPECTIVES OF GAZA'S RECONSTRUCTION. WHAT ROLE FOR FINANCE AND POLITICS ?

Abstract: *The reconstruction of Gaza, following the collapse of the ceasefire and intensive bombardment, presents colossal challenges. The war has caused massive destruction and claimed the lives of approximately 46,000 people, mostly civilians, including many children. Vital infrastructure has been destroyed, causing forced displacement and rendering Gaza virtually uninhabitable. Three*

1. Journaliste libanaise indépendante (free-lance), ancienne présentatrice de la chaîne *Al Mayadeen* (démission au printemps 2024), spécialisée en économie.

reconstruction scenarios are envisaged: massive international intervention, gradual reconstruction, or a delay due to insufficient funding. The humanitarian situation is critical, and reconstruction is also hampered by Gaza's economic dependence on Israel, which controls foreign trade, currency, natural resources, and travel. The war also has serious environmental repercussions, with bombardments generating millions of tons of toxic debris, contaminating soil and water, and destroying agricultural land. Political and economic interests must not divert funds intended for Gaza's reconstruction. The suffering of the residents will not end with the ceasefire; it will continue for years to come.

Key words: *Gaza, Palestine, West Bank, Israel, Reconstruction, UN, UNICEF, War, Bombings, Infrastructure, Food, Water, Health, Economic Dependence, Colonization, Environment, Humanitarian Aid, Humanitarian Crisis, Shortages, Losses, Scenarios.*

MALGRE L'EFFONDREMENT DE L'ACCORD DE Cessez-le-feu A GAZA et la reprise des bombardements intensifs sur l'ensemble du territoire, les discussions sur la reconstruction et les défis qu'elle implique restent omniprésentes. Il ne fait plus de doute que la première phase de la guerre, déclenchée le 7 octobre 2023 et conclue par un accord fragile de cessez-le-feu signé le 15 janvier 2025, fut la plus violente de l'histoire du conflit israélo-palestinien depuis 1948. Elle s'est caractérisée par des massacres qui ont coûté la vie à au moins 46 000 personnes, en majorité des civils, et par une destruction systématique des infrastructures vitales et un ciblage direct des éléments essentiels à la vie, rendant la bande de Gaza pratiquement inhabitable, selon les témoignages des travailleurs humanitaires et des institutions locales.

Les dernières estimations indiquent que la reconstruction et le redressement de Gaza nécessiteraient au moins 53,2 milliards de dollars, un chiffre qui pourrait encore augmenter avec la poursuite des frappes israéliennes². Parmi ce montant, environ 20 milliards de dollars seraient indispensables au cours des trois premières années pour garantir un minimum de relèvement. Malgré sa superficie limitée de 365 kilomètres carrés, Gaza demeure l'un des territoires les plus densément peuplés au monde, ce qui complexifie davantage les efforts de reconstruction.

Scénarios de reconstruction

Le premier scénario repose sur une intervention internationale massive. Dans cette configuration, les organisations internationales et les pays donateurs

2. *Gaza and West Bank Interim Damage and Needs Assessment*, rapport conjoint de la Banque Mondiale, des Nations Unies et de l'Union européenne, Février 2025, 92 p., lien : <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/133c3304e29086819c1119fe8e85366b-0280012025/original/Gaza-RDNA-final-med.pdf> (consulté le 1^{er} avril 2025).

collaborent pour mobiliser les fonds nécessaires à la reconstruction. D'importants projets d'infrastructure sont alors mis en œuvre, incluant la réhabilitation des logements, des hôpitaux, des écoles ainsi que des réseaux d'eau et d'électricité. Cela exige une coordination étroite entre les bailleurs de fonds et les autorités locales afin d'assurer une distribution équitable et efficace des ressources.

Le deuxième scénario repose sur une reconstruction progressive. Face à des ressources limitées, la priorité est donnée aux besoins les plus urgents, comme l'hébergement des déplacés et la remise en état des infrastructures sanitaires et éducatives de base. Cette approche, bien que pragmatique, s'accompagne d'un allongement des délais, aggravant ainsi la détresse des habitants contraints de vivre dans des camps ou des bâtiments endommagés et insalubres.

Le troisième scénario est celui du retard et du désengagement. Dans cette hypothèse, l'insuffisance du financement et l'absence de coordination ralentissent considérablement les efforts de reconstruction, exacerbant ainsi la crise humanitaire et économique à Gaza. Cette stagnation pourrait intensifier les tensions sociales et politiques, menaçant non seulement la stabilité du territoire, mais aussi celle de la Cisjordanie et de l'ensemble de la région.

Face à ces perspectives, les rapports des agences onusiennes et des institutions internationales continuent d'affluer, dressant un tableau chiffré si dense qu'il en devient presque vertigineux³. Mais la véritable illusion réside dans l'idée que la reconstruction de Gaza dépend uniquement d'une décision politique ou d'un consensus international. Israël et ses alliés, en premier lieu les États-Unis, tentent de promouvoir cette version des faits, tandis que les pays arabes soutenant Gaza, notamment le Qatar, réaffirment leur volonté de financer la reconstruction. Pourtant, les données officielles montrent que, malgré la fin de la guerre, la vie à Gaza demeure aussi inhumaine qu'elle l'était pendant le conflit.

Estimation des coûts

Suite à l'écroulement du cessez-le-feu et la reprise des bombardements à la mi-mars⁴, les frappes israéliennes se sont intensifiées sur le centre et le sud de la bande de Gaza, ciblant notamment Khan Younès, Deir al-Balah et le camp d'Al-Bureij.

3. *Ibidem*.

4. « La guerre reprend à Gaza, Israël mène des frappes "étendues" », *Le Point* (avec Reuters), 18 mars 2025, lien : https://www.lepoint.fr/monde/la-guerre-reprend-a-gaza-israel-mene-des-frappes-etendues-18-03-2025-2584968_24.php (consulté le 1^{er} avril 2025).

Non contente de s'attaquer aux rares habitations encore debout, l'armée israélienne a également frappé des camps de déplacés, réduisant en cendres les maigres abris de ceux qui avaient déjà tout perdu.

Il suffit de regarder l'évaluation de la Banque mondiale, qui chiffre à 53,2 milliards de dollars les besoins de reconstruction et de redressement de Gaza⁵, pour comprendre que mobiliser un tel financement est loin d'être une tâche aisée. De même, le délai fixé par l'institution pour que l'économie de Gaza retrouve son niveau d'avant-guerre – d'ici le milieu des années 2030 – illustre bien que la souffrance des Gazaouis ne s'arrêtera pas avec le cessez-le-feu, mais se prolongera encore au moins une décennie.

Selon le dernier rapport d'évaluation des dommages, pertes et besoins publié par la Banque mondiale⁶, basé sur des données collectées entre octobre 2023 et octobre 2024, les destructions infligées aux infrastructures physiques s'élèveraient à près de 30 milliards de dollars. Par ailleurs, les pertes liées à la baisse de productivité et aux revenus manqués sont estimées à environ 19 milliards de dollars.

Les destructions des infrastructures physiques se répartissent comme suit :

- Le secteur du logement est le plus touché, avec des dommages estimés à 15,8 milliards de dollars, soit 53 % du total.
- Le secteur du commerce et de l'industrie, avec environ 5,9 milliards de dollars de pertes, représentant 20 % du total.
- Le secteur des transports, avec 2,5 milliards de dollars de dégâts, soit 8 % du total.
- Le secteur de l'eau et de l'assainissement, avec 1,53 milliard de dollars de pertes, soit 5 % du total.

À lui seul, ce bilan représente environ 1,8 fois le produit intérieur brut (PIB) annuel cumulé de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Les pertes économiques liées à la chute de la productivité, aux pertes de revenus et aux coûts d'exploitation se répartissent quant à elles comme suit :

- Le secteur de la santé a perdu environ 6,3 milliards de dollars.
- Le secteur de l'éducation, environ 3,2 milliards de dollars.
- Le secteur du commerce et de l'industrie, environ 2,2 milliards de dollars.

5. *Op. Cit. Gaza and West Bank Interim Damage and Needs Assessment...*

6. *Ibidem.*

- Le secteur de la protection sociale, environ 1,4 milliard de dollars.
- Le secteur agricole et les systèmes alimentaires, environ 1,3 milliard de dollars.

Ces chiffres incluent des estimations des pertes futures, projetées en fonction des calendriers de redressement adoptés pour chaque secteur économique.

Il convient de rappeler que la contribution de Gaza à l'économie palestinienne est aujourd'hui quasiment inexistante, alors qu'avant la guerre, elle représentait 17 % du PIB national. Un chiffre loin d'être négligeable, d'autant plus que Gaza abrite 40 % de la population palestinienne.

La faim avant les briques

Des témoins ayant réussi à quitter Gaza avec difficulté via le poste-frontière de Rafah en février 2024 racontent que certaines denrées, principalement des légumes non frais, n'étaient disponibles que dans les zones proches du passage. Ils devaient payer des prix arbitraires imposés par les vendeurs, pouvant atteindre 100 dollars (environ 92 euros) pour les ingrédients d'un seul repas – sans compter le prix de l'eau potable.

Si cette réalité accablante pesait déjà sur les Gazaouis vivant près de Rafah, ceux installés dans d'autres régions ont souvent dû survivre plusieurs jours sans nourriture ni eau. Certains ont même été contraints de se nourrir de feuilles d'arbres ou de restes avariés. Cette situation alarmante a poussé les Nations Unies et les autorités palestiniennes à alerter à plusieurs reprises sur l'aggravation de l'insécurité alimentaire et à en faire une priorité absolue.

La situation à Gaza continue de se détériorer, alors que la population déplacée a été contrainte de fuir à plusieurs reprises au cours des 18 derniers mois. La suspension de l'aide humanitaire a aggravé la pénurie de nourriture, d'eau et de médicaments, tandis que les camps de fortune, constitués de tentes fragiles et de bâches précaires, offrent une protection insuffisante face à la pluie, la neige et le froid glacial. D'après un rapport de l'UNICEF publié en mars 2025, seul 1 habitant de Gaza sur 10 a accès à de l'eau potable, illustrant la gravité critique de la pénurie⁷.

Les denrées alimentaires ont quant à elles connu une flambée sans précédent des prix. En octobre 2024, l'indice des prix à la consommation affichait une hausse de 309,4 % en un an seulement, conséquence des restrictions imposées par Israël

7. « Gaza power cut impacts safe water access for hundreds of thousands », *Nations Unies*, 10 mars 2025, lien : <https://news.un.org/en/story/2025/03/1160961> (consulté le 1^{er} avril 2025).

sur l'acheminement des produits alimentaires et de l'aide humanitaire, des entraves aux échanges commerciaux et des ruptures des chaînes d'approvisionnement dues à la guerre et au blocus.

Selon les prévisions de l'*Integrated Food Security Phase Classification (IPC)*⁸, jusqu'à 1,95 million de personnes pourraient souffrir de la faim à Gaza en avril 2025. Par ailleurs, plus de 96 % des femmes et des enfants ne parviennent plus à satisfaire le minimum requis en diversité alimentaire.

La destruction des infrastructures a favorisé l'essor d'économies parallèles, où les marchés illégaux sont devenus essentiels pour se procurer des biens de première nécessité, notamment la nourriture. En raison du manque de liquidités, le troc – échange de biens et de services – a fait son retour, bouleversant ainsi le fonctionnement des marchés informels.

La vulnérabilité économique imposée par Israël

La fragilité structurelle de l'économie de Gaza en particulier, et de l'économie palestinienne en général, influencera inévitablement la phase de reconstruction. Mais en effet, bien avant la guerre, l'économie palestinienne souffrait déjà de faiblesses structurelles résultant de sa dépendance économique à Israël. Cette situation concerne aussi bien la Cisjordanie que la bande de Gaza, soumise à un blocus et à des restrictions israéliennes qui perdurent⁹.

Les principales manifestations de cette dépendance imposée sont les suivantes :

- Contrôle du commerce extérieur : la majorité des échanges commerciaux entre la Palestine et le reste du monde transitent par Israël, qui détient ainsi le pouvoir de réguler les importations et les exportations palestiniennes, limitant les capacités d'expansion et de développement de l'économie palestinienne.
- Monnaie et flux financiers : les Palestiniens utilisent le shekel israélien comme principale monnaie d'échange, ce qui permet à Israël de contrôler leurs transactions financières via son système bancaire.

8. « Gaza : insécurité alimentaire toujours "catastrophique" pour un demi-million de personnes, alerte l'ONU », *Nations Unies*, 25 juin 2024, lien : <https://news.un.org/fr/story/2024/06/1146576> (consulté le 1 avril 2025).

9. *Géostratégiques*, N° 62 (« Quel avenir pour la Palestine, Al-Qods et Jérusalem ? »), Paris, Académie de Géopolitique de Paris, Octobre 2023, 258 p., lien : <https://academiedegeopolitiquedeparis.com/category/n-62-quel-avenir-pour-la-palestine-al-qods-et-jerusalem/> (consulté le 1^{er} avril 2025).

- Colonisation israélienne : l'expansion des colonies en Cisjordanie empiète sur les terres agricoles et les ressources naturelles, réduisant l'espace disponible pour l'agriculture et l'industrie palestiniennes. À Gaza, Israël maintient le contrôle de la zone tampon, qui comprend des terres arables précieuses.
- Tarification douanière : Israël impose des taxes et des droits de douane sur les marchandises entrant ou sortant des territoires palestiniens (Cisjordanie et Gaza), ce qui alourdit les coûts et freine l'accès au commerce international.
- Contrôle des ressources naturelles : Israël contrôle l'accès aux ressources en eau, aux terres agricoles et aux minerais, limitant les quotas alloués aux Palestiniens.
- Restrictions sur la circulation des personnes et des marchandises : des restrictions sévères s'appliquent aux déplacements entre la Cisjordanie, Gaza, Israël et l'étranger. Les barrages militaires, le mur de séparation et le blocus de Gaza entravent considérablement l'importation et l'exportation de marchandises. De nombreux produits palestiniens sont interdits à l'exportation, et toute importation nécessite une approbation israélienne.
- Dépendance des travailleurs palestiniens à l'emploi en Israël : l'emploi en Israël constitue une source essentielle de revenus pour de nombreux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, qui ne peuvent y accéder que dans des secteurs spécifiques (construction, agriculture, commerce de détail) et sous des conditions strictes. Ces travailleurs subissent souvent des conditions de travail précaires et des restrictions de mouvement.
- Contrôle des points de passage commerciaux : Israël contrôle les principaux postes-frontières commerciaux, notamment le passage de Kerem Shalom à Gaza et celui de Qalandiya en Cisjordanie, régulant ainsi le flux des biens et renforçant la dépendance palestinienne.

Ces facteurs ont longtemps entravé la capacité des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie à bâtir une économie durable et autonome. Ils risquent également de ralentir et de limiter l'efficacité des efforts de reconstruction.

Par ailleurs, l'économie de la Cisjordanie n'a pas été épargnée par les répercussions de la guerre sur Gaza, malgré la distance géographique entre les deux territoires et les différences de gouvernance (le *Hamas* contrôlant Gaza et l'Autorité palestinienne, dominée par le *Fatah*, administrant la Cisjordanie). Les autorités israéliennes ont imposé des restrictions accrues aux travailleurs palestiniens de Cisjordanie souhaitant accéder au marché du travail israélien, entraînant une chute des revenus et des salaires. Ainsi, l'économie cisjordanienne devrait se contracter

de 16 % en 2024, bien que les données complètes ne soient pas encore disponibles. Le taux de chômage a atteint 51 % en octobre 2024. Bien que la Cisjordanie n'ait pas subi de destructions comparables à celles de Gaza, la violence a eu un impact significatif sur les infrastructures et les habitants, avec des pertes estimées à 1,3 milliard de dollars dans les secteurs du commerce et de l'industrie¹⁰.

Pollution à grande échelle

La destruction systématique et les bombardements intenses ont engendré une crise à trois dimensions : économique, humaine et environnementale. Les conséquences environnementales et leurs répercussions humaines peuvent être résumées comme suit :

- Pollution et débris : L'armée israélienne a largué des dizaines de milliers de bombes sur Gaza, entraînant la destruction ou des dégâts sur 50 à 62 % des bâtiments d'ici janvier 2024. Selon les Nations Unies, ces bombardements ont généré 37 millions de tonnes de débris dangereux et toxiques contenant des matériaux non explosés, ainsi que 20 millions de tonnes de débris ordinaires renfermant des restes humains¹¹.
- Utilisation de phosphore blanc : Des organisations de défense des droits humains ont confirmé l'utilisation de phosphore blanc par les forces israéliennes à Gaza le 11 octobre 2023, ce qui a contaminé le sol, l'eau et l'air, avec des effets à long terme sur l'environnement, notamment les terres agricoles¹².
- Destruction des terres agricoles : D'ici février 2024, des données satellites ont révélé que l'armée israélienne avait détruit plus de 65 km² de fermes et de vergers, soit 38 % des terres agricoles de Gaza. Il est certain que cette superficie a augmenté et que les dégâts se sont aggravés au fil du temps sans être officiellement documentés¹³.

10. « Le conflit à Gaza conduit à un déclin "sans précédent" de l'activité économique dans le Territoire palestinien occupé », *Nations Unies*, 12 septembre 2024, lien : [https://news.un.org/fr/story/2024/09/1148676#:~:text=Le%20PIB%20de%20Gaza%20a,%20ensemble%20de%20l%27ann%C3%A9e.\(consulté%20le%201er%20avril%202025\)](https://news.un.org/fr/story/2024/09/1148676#:~:text=Le%20PIB%20de%20Gaza%20a,%20ensemble%20de%20l%27ann%C3%A9e.(consulté%20le%201er%20avril%202025)).

11. « À Gaza, près de 60 % des bâtiments endommagés ou détruits », *L'Orient-Le Jour* (avec AFP), 7 mai 2024, lien : <https://www.lorientlejour.com/article/1412921/gaza-pres-de-60-des-batiments-endommages-ou-detruits-reperes.html> (consulté le 1^{er} avril 2025).

12. « Israël : utilisation de phosphore blanc à Gaza et au Liban », *Human Rights Watch*, 12 octobre 2023, lien : <https://www.hrw.org/fr/news/2023/10/12/israel-utilisation-de-phosphore-blanc-gaza-et-au-liban> (consulté le 1^{er} avril 2025).

13. « Plus de la moitié des terres cultivables de Gaza sont endommagées (ONU) », *Nations Unies*, 13 juin 2024, lien : <https://news.un.org/fr/story/2024/06/1146376> (consulté le 1^{er} avril 2025).

- Effondrement des infrastructures d'eau et d'assainissement : Selon l'ONG *EcoPeace Middle East*, 44 % des infrastructures d'eau et d'assainissement de Gaza ont été endommagées durant les trois premiers mois de la guerre. Des sources locales ont confirmé que la guerre a conduit à un effondrement total des infrastructures civiles à Gaza, y compris le traitement des eaux usées, la gestion des déchets et les approvisionnements en carburant¹⁴.
- Émissions de gaz à effet de serre : En octobre 2023 uniquement, l'armée israélienne a largué environ 25 000 tonnes de munitions sur Gaza, soit 1,5 fois la force explosive de la bombe d'Hiroshima. Les émissions générées pendant les deux premiers mois de guerre ont dépassé l'empreinte carbone annuelle de plus de 20 pays vulnérables au changement climatique¹⁵.

Une humanité déplacée

La guerre a fait plus de 46000 morts palestiniens, dont la majorité étaient des civils, parmi lesquels 13319 enfants. Plus de 110000 personnes ont été blessées et 1,9 million de personnes (plus de 90% de la population de Gaza) ont été déplacées en raison de la destruction de leurs maisons et d'autres bâtiments où elles pouvaient vivre.

En ce qui concerne la destruction des infrastructures essentielles, 92 % des habitations, 95 % des écoles, ainsi que des dizaines d'hôpitaux et d'établissements de santé ont été endommagés ou détruits, entraînant un effondrement total du système de santé, avec une pénurie grave de nourriture, d'eau, de fournitures médicales et de coupures de courant. Cette situation a engendré une propagation de la malnutrition et des maladies.

Le problème des déchets accumulés et de la pollution est également lié aux enjeux humanitaires. L'accumulation de déchets menace la sécurité de l'environnement et de la santé publique, laissant des conséquences à long terme sur les sols et les nappes phréatiques.

14. « Gaza : un rapport de MSF dénonce la campagne de destruction totale menée par Israël » (communiqué de presse), *Médecins sans frontières*, 18 décembre 2024, lien : <https://www.msf.fr/communiqués-presse/gaza-un-rapport-de-msf-denonce-la-campagne-de-destruction-totale-menee-par-israel> (consulté le 1^{er} avril 2025).

15. Al Hattab Farah, « Gaza : une tragédie humaine et environnementale », *Greenpeace*, 18 juillet 2024, lien : <https://www.greenpeace.org/luxembourg/fr/actualites/22114/gaza-une-tragedie-humaine-et-environnementale/> (consulté le 1^{er} avril 2025).

Il est désormais évident que faire face à cette réalité sans précédent nécessite une réponse internationale urgente. La nécessité de réunir 53,2 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie n'est pas une tâche facile, compte tenu de la rareté des financements humanitaires dans le monde, ce qui entrave la récupération et la reconstruction et prolonge la souffrance humaine à Gaza. Il est de plus en plus clair que les pays donateurs limitent les financements humanitaires et de développement, soit à cause de difficultés économiques internes qui les poussent à revoir leurs priorités, notamment dans les pays européens¹⁶, soit à cause de changements dans l'approche économique, comme ceux imposés par le président américain Donald Trump.

Il semble que la priorité donnée aux intérêts politiques et / ou économiques aux dépens de l'aide humanitaire entraînera un détournement des fonds vers des projets servant ces intérêts et objectifs géopolitiques, plutôt que de répondre aux urgences humanitaires, ce qui fait des habitants de Gaza des « victimes » une seconde fois. ■

25 mars 2025

Références

- « À Gaza, près de 60 % des bâtiments endommagés ou détruits », *L'Orient-Le Jour* (avec AFP), 7 mai 2024, lien : <https://www.orientlejour.com/article/1412921/gaza-pres-de-60-des-batiments-endommages-ou-detruits-reperes.html> (consulté le 1^{er} avril 2025).
- Al Hattab Farah, « Gaza : une tragédie humaine et environnementale », *Greenpeace*, 18 juillet 2024, lien : <https://www.greenpeace.org/luxembourg/fr/actualites/22114/gaza-une-tragedie-humaine-et-environnementale/> (consulté le 1^{er} avril 2025).
- *Gaza and West Bank Interim Damage and Needs Assessment*, rapport conjoint de la Banque Mondiale, des Nations Unies et de l'Union européenne, Février 2025, 92 p., lien : <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/133c3304e29086819c1119fe8e85366b-0280012025/original/Gaza-RDNA-final-med.pdf> (consulté le 1^{er} avril 2025).
- « Gaza : insécurité alimentaire toujours “catastrophique” pour un demi-million de personnes, alerte l'ONU », *Nations Unies*, 25 juin 2024, lien : <https://news.un.org/fr/story/2024/06/1146576> (consulté le 1^{er} avril 2025).
- « Gaza power cut impacts safe water access for hundreds of thousands », *Nations Unies*, 10 mars 2025, lien : <https://news.un.org/en/story/2025/03/1160961> (consulté le 1^{er} avril 2025).

16. « Quelle diplomatie de l'Union européenne pour la Palestine ? » (colloque), Paris, Académie de Géopolitique de Paris, 18 mars 2025, lien : <https://academiedegeopolitiquedeparis.com/quelle-diplomatie-de-lunion-europeenne-pour-la-palestine/> (consulté le 1^{er} avril 2025).

- « Gaza : un rapport de MSF dénonce la campagne de destruction totale menée par Israël » (communiqué de presse), *Médecins sans frontières*, 18 décembre 2024, lien : <https://www.msf.fr/communiqués-presse/gaza-un-rapport-de-msf-denonce-la-campagne-de-destruction-totale-menee-par-israel> (consulté le 1^{er} avril 2025).
- *Géostratégiques*, N° 62 (« Quel avenir pour la Palestine, Al-Qods et Jérusalem ? »), Paris, Académie de Géopolitique de Paris, Octobre 2023, 258 p., lien : <https://academiedegeopolitiquedeparis.com/category/n-62-quel-avenir-pour-la-palestine-al-qods-et-jerusalem/> (consulté le 1^{er} avril 2025).
- « Israël : utilisation de phosphore blanc à Gaza et au Liban », *Human Rights Watch*, 12 octobre 2023, lien : <https://www.hrw.org/fr/news/2023/10/12/israel-utilisation-de-phosphore-blanc-gaza-et-au-liban> (consulté le 1^{er} avril 2025).
- « La guerre reprend à Gaza, Israël mène des frappes “étendues” », *Le Point* (avec *Reuters*), 18 mars 2025, lien : https://www.lepoint.fr/monde/la-guerre-reprend-a-gaza-israel-mene-des-frappes-etendues-18-03-2025-2584968_24.php (consulté le 1^{er} avril 2025).
- « Le conflit à Gaza conduit à un déclin “sans précédent” de l’activité économique dans le Territoire palestinien occupé », *Nations Unies*, 12 septembre 2024, lien : <https://news.un.org/fr/story/2024/09/1148676#:~:text=Le%20PIB%20de%20Gaza%20a,ensemble%20de%20l'ann%C3%A9e.> (consulté le 1^{er} avril 2025).
- « Plus de la moitié des terres cultivables de Gaza sont endommagées (ONU) », *Nations Unies*, 13 juin 2024, lien : <https://news.un.org/fr/story/2024/06/1146376> (consulté le 1^{er} avril 2025).
- « Quelle diplomatie de l’Union européenne pour la Palestine ? » (colloque), Paris, Académie de Géopolitique de Paris, 18 mars 2025, lien : <https://academiedegeopolitiquedeparis.com/quelle-diplomatie-de-lunion-europeenne-pour-la-palestine/> (consulté le 1^{er} avril 2025).